

contribution d' Alternatiba-Martigues, membre du Collectif THT "Agir pour La Crau"

NON à la ligne THT

La première des motivations qui est systématiquement avancée par les porteurs de projets, la majorité des élus régionaux et les représentants de l'État est que face au réchauffement climatique, la transition énergétique bas carbone devient incontournable et le recours au vecteur hydrogène et à ses usages et ses produits dérivés (carburants avion et maritime par exemple) est une nécessité vitale, s'y opposer serait criminel vis-à-vis des générations futures.

Voilà une argumentation qui interpelle notre organisation, militante de longue date du mouvement climat et favorable à la décarbonation !

A y regarder de plus près cet argument énoncé dans le contexte industriel de Fos ne tient pas à l'analyse en regard des objectifs :

1. Historiquement en matière d'énergie la transition ne s'est jamais réalisée, le charbon ne s'est pas substitué au bois, le pétrole au charbon, le gaz au pétrole, le nucléaire aux fossiles et il est à craindre qu'il en soit de même pour l'hydrogène (*voir Jean-Baptiste Fressoz, Une nouvelle histoire de l'énergie*)
2. D'autre part, aucune politique de sobriété et d'efficacité énergétique n'est sérieusement envisagée, encadrée par une planification nationale préalablement débattue et déterminée à l'issue d'un véritable processus démocratique. Au contraire, nous constatons que la politique énergétique de notre pays est définie par des industriels subventionnés, sans contre-parties ni garanties sociales et environnementales. Il reste à la charge de la collectivité de leur fournir, quasi gratuitement, l'accès aux réseaux électriques, transport et eau avec les services publics d'État d'accompagnement : mobilité, logement, santé, éducation, formation, culture ... sans la moindre contre-partie également.
3. Ces projets et les charges qu'ils induisent ne visent en fait qu'un seul but le "business as usual" afin de maintenir les super-profits des ultra-riches et les dividendes des actionnaires. Nous ne sommes pas dupes, la décarbonation n'est ici qu'un prétexte, un simple argument de vente.
4. Ces choix industriels et politiques nous conduisent sur une trajectoire de croissance infinie dans un monde, dont nous savons depuis le rapport Meadows datant de 1972, que nous disposons d'une seule planète aux ressources limitées. Or à ce jour nous avons déjà franchi 6 des 9 limites planétaires !

Pour Alternatiba le monde de demain viable, ce n'est pas le même monde d'aujourd'hui où l'hydrogène aurait remplacé les fossiles ! Le monde de demain durable, sera un monde où tous les projets inutiles ou démesurés, conduisant à la **frénésie extractiviste** et au pillage

des ressources des pays du sud auront été abandonnés et où tous les champs de l'activité humaine utiles auront été renforcés : éducation, santé, culture, vivre ensemble et en harmonie dans un environnement sain et respectueux du vivant.

Contexte du projet RTE de ligne THT

Dans l'hypothèse d'une transition industrielle nationale, dite bas-carbone, les besoins en hydrogène sont estimés à 2,3 Mt/an en 2050, selon l'étude négaWatt - ADEME de 2023, soit environ 20 fois la capacité de l'usine GravitHy à terme.

Avec les nouveaux projets industriels d'ici à 2050 la quantité d'énergie électrique consommée sur Fos va très fortement augmenter. Pour les seuls 3 projets H2V, GravitHy et Hyvence c'est plus de 2000MW à l'horizon 2030. À savoir, l'EPR de Flamanville3, 1600MW en pré-exploitation, n'y suffirait pas et Fos va rapidement manquer d'électricité.

Au plan régional RTE (voir <https://www.rte-france.com/projets/nos-projets/neutralite-carbone-electrification-paca-projets-renforcement-developpement>) indique un besoin futur de 5 à 6 GW sur la ZIP de Fos et de 0,7 à 1GW pour les **datacenters**, auxquels viendront s'ajouter les raccordements électriques des navires dans les zones portuaires.

Cela représente la capacité électrique des 4 réacteurs de Tricastin plus les 4 réacteurs de Cruas pour Fos et 1 ou 2 réacteurs de St. Alban pour les datacenters et autres usages, **c'est gigantesque !**

Quelles solutions nous sont proposées par RTE pour y faire face ?

Raccorder la ZIP de Fos au réseau RTE de la vallée du Rhône !

La solution à moyen terme préconisée par RTE consiste à construire une ligne THT 400kV, depuis le poste d'interconnexion situé à Jonquières dans le Gard, jusqu'à Fos-sur-Mer, impactant :

- 4 réserves naturelles (Crau, Camargue, Marais du Viguier, Tour du Valat)
- 2 Parcs Naturels Régionaux (Camargue et Alpilles)
- 1 réserve de biosphère (Camargue)

dans une zone par ailleurs menacée par des projets autoroutiers.

Cette solution va à l'encontre de la préservation des puits de carbone, de la biodiversité et de la ressource en eau douce.

Mais où trouver l'énergie nécessaire qu'il faudrait transporter ?

Il faut tripler le nucléaire !

C'est ce qu'a préconisé le Président français à Dubaï.

En matière de production d'énergie électrique, en trois ans, nous sommes passés du renouvelable en remplacement du nucléaire, à encore plus de nucléaire. Ainsi, sans débat national sur le fond, le plan hydrogène français entérine discrètement la relance du nucléaire.

Pourtant, plusieurs études RTE - ADEME - NEGAWATT, par exemple ont démontré la faisabilité du 100% EnR à l'horizon 2050.

Même avec les objectifs de décarbonation de la filière hydrogène par électrolyse, qui demanderait de passer d'une capacité d'électrolyse de 13 MW fin 2022 à 33000 MW en 2050(*), le scénario ADEME-négaWatt démontre la faisabilité 100% EnR en 2050.

Choisir le nucléaire c'est faire abstraction de plusieurs données :

- les EnR sont des technologies matures, de moins en moins coûteuses et rapides à mettre en œuvre ;
- d'ici 2028, quarante-six réacteurs sur cinquante-six vont atteindre leur durée de fonctionnement maximale de quarante ans ;
- poursuivre leur exploitation c'est prendre de gros risques car la rupture d'une cuve sur un réacteur en fonctionnement entraînerait une catastrophe nucléaire de la taille de celle des accidents de Tchernobyl ou de Fukushima ;
- la France accuse un retard considérable par rapport à d'autres pays européens, or investir dans le nucléaire c'est autant de financements qui vont manquer pour les EnR ;
- par rapport aux besoins d'énergie électrique le nucléaire arrivera trop tard, de plus les EPR n'ont pas encore fait leur preuve ;
- le réchauffement climatique et les sécheresses ne peuvent garantir un fonctionnement sûr des centrales installées sur les fleuves, par exemple le Rhône à Beaucaire en période d'étiage avait un débit de 1800m³/s entre 1976-2005, il sera de 720m³/s entre 2071-2100, valeurs moyennes sur 30 ans selon le portail DRIAS ;
- la capacité de production électrique française ne sera pas au rdv de l'H2 ;
- nous n'avons pas l'autonomie des ressources d'uranium ;
- les ressources raisonnablement assurées d'uranium au niveau mondial seront épuisées dans 100 ans avec les réacteurs actuels, et donc 3 fois plus vite avec un triplement du nucléaire !
- à ce jour nous ne savons pas retraiter nos déchets autrement que de les refiler aux générations futures. Nos ancêtres nous ont transmis les peintures de Puech-Merle, Lascaux, Chauvet ou Cosquer quant à nous nous léguons à nos descendants les Becquerels de Bure.

Nous sommes donc résolument opposés au recours au nucléaire, nous estimons qu'il est préférable de développer les EnR tout en préservant les espaces naturels. (Comme ce n'est pas le cas avec le projet photovoltaïque **Boralex** sur la montagne de Lure ou le projet **HyVence** de Geosel sur les étang de Fos !).

(*) valeurs cohérentes avec les travaux prospectifs de l'ADEME et de RTE.

Quelles seront les conséquences de ce choix ?

Aggraver la précarité énergétique des ménages !

Un tiers des ménages éprouvent des difficultés pour régler leurs factures d'électricité, selon un rapport de la Fondation Abbé-Pierre.

22% des ménages ont souffert du froid l'hiver 2022-23, essentiellement pour des raisons financières. Durant l'année 2023, l'énergie électrique a connu deux augmentations importantes. Une première hausse du Tarif Réglementé de Vente (TRV) de l'électricité de 15% a fait grimper la facture de 240 euros en moyenne par an. La seconde hausse est de 10%, soit une dépense supplémentaire annuelle de 160 euros sur nos factures d'électricité.

Depuis le 1er février 2024, 21 millions de foyers sont à nouveau concernés par une très forte augmentation de l'électricité !

Dans un temps où les difficultés de production d'EDF sur le long terme sont bien réelles, même si temporairement la production est moins tendue, surajouter des postes de consommation avec des électrolyseurs va mécaniquement engendrer une hausse de la demande et entraîner d'autres augmentations.

Notre expérience nous laisse craindre que ce sont encore les ménages les plus précaires qui seront mis à contribution, faute d'avoir anticipé la transition énergétique vers les EnR et cédé aux lobbies du nucléaire.

Propositions d'Alternatiba pour l'énergie

- Nous demandons que le budget de l'État soit réorienté vers un soutien plus conséquent aux ménages en précarité énergétique et au développement urgent des EnR.
- Nous demandons le développement rapide et concerté des moyens de production d'EnR.
- Nous demandons la mise en place d'une traçabilité rigoureuse de l'origine des EnR.
- Nous demandons qu'une filière alternative au nucléaire soit examinée et fasse l'objet d'un débat public spécifique. Cette filière pourrait consister en un couplage des réseaux EnR, H2 et CH4 s'appuyant sur des process power-to-hydrogène-methane-to-power associés à des stockages par STEP (par exemple sur le canal de la Durance) et par des conversions chimiques via la filière ammoniac. (*Nous nous référons au scénario négaWatt 2022.*)
- Avant de **nous précipiter vers des solutions de lignes THT impactantes, irréversibles et non pérennes**, nous demandons qu'une étude globale et systémique de la production d'énergie électrique soit menée au niveau national et en PACA.
- En matière de sobriété et d'efficacité énergétique, nous demandons que soient prises en compte les propositions de la Convention Citoyenne sur le Climat, (*voir pages 140 et suivantes du rapport*), afin que tout le monde puisse participer à la production d'énergie verte à toutes les échelles du territoire en cohérence entre les différentes démarches (périmètre, planning et contenu) en particulier en termes :
 - de gouvernance territoriale/régionale,
 - de participation des citoyens, entreprises locales, associations locales et collectivités locales aux projets énergies renouvelables,
 - de développement de l'autoconsommation, avec des aides conséquentes en direction des ménages et des bailleurs sociaux en vue de s'équiper en générateurs solaires thermiques et photovoltaïques.
- Nous demandons un grand plan national de rénovation thermique des bâtiments publics et privés
- Nous demandons que les propositions chiffrées de sobriété énergétique (-10% en deux ans) présentées par l'association négaWatt soient prises en considération, car plus de sobriété c'est moins de réacteurs et moins de lignes THT.
- Pour la production d'hydrogène, l'étude RTE-GRTgaz de juillet 2023 relative au développement de l'électrolyse pour l'hydrogène, examine les questions de capacités de production électrique en terme de coûts et d'infrastructures. Parmi les propositions, **l'étude préconise de répartir les électrolyseurs au plus proche des lieux de production électrique et de développer un réseau de transport hydrogène plutôt que des lignes électriques THT**. Or il se trouve qu'un tel réseau au plus proche des lieux de production électrique est en cours de réalisation. **Pour quelles raisons cette solution n'est-elle pas envisagée ?**

Pour les raisons exposées **nous sommes opposés à la création THT 400kV** reliant les postes de Jonquières-St-Vincent et de Fos-sur-Mer tel-que présenté par RTE.

(Contribution Alternatiba-Martigues 6 avril 2024)